

Unité départementale du Haut-Rhin

Mulhouse, le 17/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/02/2022

Contexte et constats

Publié sur



THERMO CLEAN (MULTI PRESTA SERVICE)

3 RUE ADENAUER
ZI LE PARC 3
68870 BARTENHEIM

Références : 2210_04_02_2022_thermoclean_Bartenheim_insp

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/02/2022 dans l'établissement THERMO CLEAN (MULTI PRESTA SERVICE) implanté 3 RUE ADENAUER ZI LE PARC 3 68870 BARTENHEIM. L'inspection a été annoncée le 05/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Plan pluri annuel de contrôle

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- THERMO CLEAN (MULTI PRESTA SERVICE)
- 3 RUE ADENAUER ZI LE PARC 3 68870 BARTENHEIM
- Code AIOT dans GUN : 0006702210
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non

Thermoclean est une entreprise de traitement de surface. Elle propose plus spécifiquement des prestations de décapage thermique et chimique du métal.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Rejets atmosphériques et dispositifs de rétention

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)
Emission atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 20/06/2018, article 5	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20 > I.	/	
Chargement et déchargement	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20 > IV.	/	
Emissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 20/06/2018, article 5	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a relevé une non conformité par rapport aux émissions de composés organiques volatils et une observation par rapport aux émissions de dioxines.

Il est proposé au préfet de faire application des dispositions de l'article L 171-8 (mise en demeure) concernant la non conformité relevée.

Suite aux résultats du contrôle inopiné du 14/09/21, il est demandé à l'exploitant de préciser si son procédé est susceptible d'être à l'origine d'émissions de dioxines et furannes (PCDD/PCDF) et de polychlorobiphényles (PCB) de type dioxines et d'engager des actions pour justifier leur présence ou leur absence.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20 > I.
Prescription contrôlée : Le stockage et la manipulation de substances ou mélanges dangereux sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment. Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres substances et mélanges dangereux n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés. Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation de substances ou mélanges dangereux, d'acides, de bases ou de sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre est étanche, inattaquable et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.
Constats : Deux produits sont utilisés pour chacun des deux dispositifs de traitement de surface que sont la cuve et la machine à aspersion. Ces deux produits sont de l'hydroxyde de potassium et de l'ES clean140B. Ce sont des produits corrosifs de pH basique. Ils sont stockés dans le hall de production. Les deux produits sont disposés sur rétention dans des conteneurs de 900 l ou des conteneurs plus petits de quelques dizaines de litres. Deux emplacements bien distincts sont dédiés à chacune des deux typologies de produits. Des mélanges d'eau de lavage et de produits de traitement sont aussi sur rétention dans le même type de conteneur. Lors de la visite, les volumes de rétention étaient respectés hormis pour un conteneur d'ES Clean 140B de 900 l qui était disposé sur une rétention de 450 l alors que ce conteneur doit être mis sur une rétention du même volume selon la réglementation applicable. L'exploitant a réorganisé ses stockages peu après la visite. Un justificatif a été envoyé par courriel du 7 février 2022 qui montre un retour à la conformité.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Chargement et déchargement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20 > IV.
Prescription contrôlée : Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes pour les produits liquides sont étanches et reliées à des rétentions.
Constats : Les deux produits de traitement, hydroxyde de potassium et Es clean 140b sont conditionnés dans des récipients de 1 000 litres. Ils ne sont pas livrés par camion citerne. La prescription n'est pas applicable.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Emission atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 20/06/2018, article 5				
Prescription contrôlée : Le tableau fixant les valeurs limites d'émission des rejets atmosphériques de l'article 8.4 de l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2006 susvisé est remplacé par le tableau suivant :				
Identification de l'émissaire	Paramètres	Concentration mg/Nm3	Flux horaire g/h	
Four Strunz	[...] Composés organiques (en carbone total) [...]	20	70	
Constats : Un contrôle inopiné des rejets atmosphériques a été effectué le 14 septembre 2021 sur le four dénommé "STRUNZ". Le rapport de contrôle indique des dépassements par rapport aux valeurs limites en composés organiques volatils. La concentration et le flux horaire en composés organiques volatils ont été mesurés respectivement à 318 mg/m³ et 211 g/h pour des valeurs limites de 20 mg/m³ et de 70 g/h. L'exploitant a analysé cette problématique. Il a expliqué que ce dépassement serait dû à une mise en commun dans le four de pièces imprégnées d'huiles souillées et d'eau de lavage. La conjugaison de ces deux éléments entrainerait une vaporisation de l'eau qui se chargerait des composés organiques volatils présents dans les huiles mentionnées précédemment. L'exploitant a indiqué également que le traitement thermique en cours lors du contrôle inopiné était spécifique à un client, l'opération n'ayant lieu qu'une fois par an (vers juillet-Août). Il a ajouté qu'étant donné le taux d'utilisation des installations (3 cycles de 9 à 10 h par semaine), il était possible de réaliser les deux opérations séparément (décapage thermique et traitement des eaux de lavage). Il est demandé à l'exploitant d'effectuer des mesures pour vérifier les causes des dépassements observés le jour du contrôle inopiné et d'ajuster si nécessaire son mode de fonctionnement pour garantir le respect des valeurs limites dans toutes les conditions d'exploitation. Le rapport du prochain rapport périodique est attendue d'ici fin Août 2022.				
Type de suites proposées : Avec suites				
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription				

Nom du point de contrôle : Emissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2018, article 5	
Prescription contrôlée : Le tableau fixant les valeurs limites d'émission des rejets atmosphériques de l'article 8.4 de l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2006 susvisé est remplacé par le tableau suivant : [...].	
Constats : Le rapport du contrôle inopiné réalisé le 14 septembre 2021 sur les émissions atmosphériques du four dénommé "STRUNZ" indique la présence de dioxines et furannes (PCDD/PCDF) et de polychlorobiphényles (PCB). La concentration mesurée en dioxines et furannes (PCDD/PCDF) et en polychlorobiphényles (PCB) de type dioxines est de 0,28395 ng/m3. Il est demandé à l'exploitant de préciser si son procédé est susceptible d'être à l'origine d'émissions de tels composés, de réaliser d'autres campagnes d'analyses pour confirmer ou infirmer leur présence.	
Type de suites proposées : Sans suite	